



## Giovanna Marsico

Directrice du Centre national des soins palliatifs et de la fin de vie (CNSPFV)

Membre du Comité de Gouvernance de la convention citoyenne sur la fin de vie

Directrice du [Centre National des Soins Palliatifs et de la Fin de Vie](#) (CNSPFV) depuis janvier 2022, [Giovanna Marsico](#) a été déléguée à la mise en oeuvre du Service Public d'information en santé (SPIS) auprès du Ministère des solidarités et de la santé entre 2016 et 2012, pilotant entre autre [Santé.fr](#), le site de référence des pouvoirs publics sur l'information en santé.

Au sein du Ministère, elle a régulièrement alimenté les travaux sur la démocratie en santé et elle a été associée à la conception et la mise en oeuvre des stratégies nationales de santé (Plan National Santé Publique, Ma santé 2022, Ségur de la santé, Stratégie nationale de lutte contre l'endométriose, ...) et elle a également piloté le groupe de travail Fractures Numériques au sein du Conseil du numérique en santé.

Elle a fait partie du collège de la mission Chauvin pour la refondation de la santé publique entre juillet et décembre 2021.

Giovanna Marsico a exercé en tant qu'avocate à la Cour d'Appel de Milan jusqu'en 2002. Ensuite, elle a complété sa formation par un Master en Droit Européen à l'Institut d'Etudes Européennes (IEE) auprès de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) ainsi qu'un deuxième Master en Coopération internationale et solidarité à l'Université d'Evry Val d'Essonne.

Missionnée pour développer le Pôle Citoyen de l'association [Cancer Campus](#) (parc de recherche et d'innovation dédié à la cancérologie et à la santé de Gustave Roussy) en 2008, Giovanna Marsico a créé [Cancer Contribution](#), plateforme collaborative visant à renforcer l'implication des citoyens dans l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques de santé publique. A partir de janvier 2015, Cancer Contribution devient une association loi 1901, qui opérera sous sa direction dans le domaine de l'accès aux droits, l'information des publics, l'incapacitation et l'inclusion numérique. Elle sera force de proposition auprès des pouvoirs publics et de la société civile en tant que représentante des usagers.